

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE VILLESSELVE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 1^{er} FEVRIER 2016

Étaient présents : MM. Yves BUTIN, Étienne SYRYN, Chrislain LELOIRE, Philippe DEFOSSE, Marcel CLERET, Jean-Pierre BILLARD, Éric ROUZÉ, Thomas DEFOSSE, Benoît COUTELLIER, Régis HOUDARD, Carlos BOLIVAR

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Monsieur BOLIVAR Carlos

Après avoir pris connaissance du compte-rendu des délibérations de la séance du 9 novembre 2015 aucune remarque n'étant formulée, le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

1) 2016-01 : Engagement annuel du Centre Social Rural de Guiscard

Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier du Centre Social Rural de Guiscard concernant l'engagement annuel pour les petites et grandes vacances et les mercredis en journée et demi-journée.

Après délibération, le conseil municipal,

- **Accepte** et **Autorise** Monsieur le Maire à régler cette participation pour un montant de 7.50€ par enfant et par jour ou 3.75€ par demi-journée.
- **Accordé** à l'unanimité

2) 2016-02 : Participation en faveur du Centre Social Rural de Guiscard

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le Centre Social Rural de Guiscard rencontre des difficultés financières. Il rappelle que celui-ci s'occupe de l'accueil de loisirs des enfants, des livraisons des repas pour les personnes âgées, il organise des ateliers de tapisserie, musique...

Il soumet au conseil municipal d'octroyer au centre social rural de Guiscard une aide d'un montant de 1€ par habitant. La commune de Villeselve compte 373 habitants au 1^{er} janvier 2016.

Le Conseil Municipal de Villeselve, à l'unanimité :

- **Donne** un avis favorable et
- **Autorise** Mr le Maire, à verser la somme de 373 € au Centre Social Rural de Guiscard.
- **Dit** que cette dépense sera portée à l'article 6574 du BP 2016

3) 2016-03 : Modification des statuts de la CCPN

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (loi MAPTAM) prévoyant le transfert aux communes et à l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention contre les Inondations » (GEMAPI) ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.5211-17 et L.5214-16 IV ;

Vu le Code de l'Environnement et spécifiquement l'article L.211-7 ;

Vu la délibération n°DEL.15.0 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays Noyonnais (CCPN) en date du 17 décembre 2015 ;

Considérant que le territoire de la Communauté de Communes du Pays Noyonnais (CCPN), et spécialement la commune de Varesnes, se voit régulièrement impacté par d'importants épisodes de crues ;
Considérant que l'ouvrage de protection mis en place par la commune de Varesnes a été arasé sur demande de l'Etat et qu'il convient donc de construire un ouvrage alternatif pour lutter contre ces inondations ;
Considérant que préalablement à la déclaration d'intérêt communautaire d'un tel ouvrage, il est nécessaire que la Communauté de Communes soit compétente en matière de « défense contre les inondations et contre la mer », partie de la GEMAPI telle que prévue à l'article L.211-7 du Code de l'Environnement ;
Considérant que les communes doivent transférer cette compétence partielle GEMAPI limitée au 5° de l'article précité à la Communauté de Communes ;
Considérant la nécessité de modifier les statuts de la Communauté de Communes ;
Considérant que la procédure inscrite au CGCT prévoit que les communes doivent délibérer dans le délai de trois mois à compter de la notification de la délibération adoptée par le Conseil Communautaire de la CCPN pour opérer le transfert de compétence ;

Après avoir entendu Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

Article 1 : DECIDE de transférer la compétence communale « défense contre les inondations et contre la mer », partie de la GEMAPI telle que prévue à l'article L.211-7 du Code de l'environnement à la Communauté de Communes, dans le but de déclarer d'intérêt communautaire l'ouvrage de protection ci-dessus prévu ;

Article 2 : AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

4) 2016-04 : Calendrier des festivités

Monsieur le Maire fait part des dates retenues pour les festivités 2016.

Du 12 au 18 mars 2016 : Exposition photos des Mémoires de nos villages

17 avril 2016 : Tuning

4, 5 et 6 juin 2016 : Fête du village

18 juin 2016 : Fête de la musique

13 juillet 2016 : Feu d'artifice

14 juillet 2016 : Repas des habitants

8 octobre 2016 : Course pédestre « les 7^{ème} foulées de Villeselve »

20 novembre 2016 : Repas des aînés

11 décembre 2016 : Noël des enfants

7 janvier 2017 : Vœux du Maire

5) 2016-05 : Assainissement

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°2015-08 du 5 mars 2015, le conseil a décidé de lancer une consultation auprès de bureaux d'études concernant l'assainissement collectif d'une part et, individuel d'autres parts.

Il explique que par manque de finance et suite aux travaux réalisés cette année, l'étude n'a pas débuté.

Il rappelle aux conseillers qu'en 1999, une étude avait été réalisée et que celle-ci pourrait faire l'objet d'une mise à jour en prenant compte de l'augmentation du coût de la vie. Pour ce faire, il doit impérativement retrouver le registre du commissaire enquêteur de l'époque.

Mr Houdard se propose de rapporter au prochain les montants qui avaient été annoncés lors de cette étude. Un débat est engagé par les membres du conseil sur les solutions envisageables, l'assainissement collectif, le non-collectif (micro-station) et la création d'une station d'épuration.

Le conseil demande, à nouveau, à Mr le Maire qu'une étude chiffrée sur ces trois propositions lui soit présentée (coût pour l'habitant et coût pour la commune)

6) 2016-07 : Acquisition de radar pédagogique - demande de subvention

Monsieur le Maire explique que pour casser la vitesse dans le village, l'installation de radars pédagogiques serait le moyen jugé le plus efficace à ce jour. Il explique qu'il en faudrait quatre soit un à chaque entrée du village. Sachant que ce sont des routes départementales, un courrier sera effectué auprès du Conseil Départemental afin d'obtenir leur accord. À la suite duquel, un devis sera demandé pour solliciter une subvention.

7) 2016-08 : Subventions annuelles 2016

Monsieur le Maire informe le conseil qu'il y a lieu de déterminer le montant des subventions à verser aux diverses associations.

Après délibération le conseil décide d'octroyer, à 10 pour et 1 contre, les montants suivants :

- Bibliothèque de l'école de Villeselve..... 300,00€
- Ancien combattant.....100,00€
- Mémoires de nos villages.....1 000.00 €

Ces subventions seront portées à l'article 6574 du BP 2016

8) 2016-09 : Avancement de grade

Monsieur le Maire explique aux conseillers que Mr Carlier Claude, agent des services techniques de la commune, remplit les conditions pour une évolution de carrière. Il pourrait bénéficier d'un avancement de grade passant d'adjoint technique de 2^{ème} classe à adjoint technique de 1^{ère} classe. L'avancement n'est pas automatique, une consultation auprès du comité technique paritaire a été effectuée et le conseil devra délibérer après avis celui-ci.

9) Questions diverses

Mr Défossé Thomas rapporte à Mr le Maire des demandes qui lui ont été faites, sollicitant la création d'un passage piéton allant de l'église à la mairie. Le conseil approuve et demande que des thuyas supplémentaires soit coupés dans le virage devant la mairie.

Mr ROUZÉ demande à Mr le Maire si l'agent de la commune peut nettoyer le fossé situé derrière l'ancienne boulangerie. Mr le Maire rappelle, pour information, que chaque riverain doit nettoyer son cours d'eau.

Mr Houdard demande à Mr Butin de faire un courrier à Mr Verlin concernant l'entretien du chemin de l'abbaye.

Mr Billard souhaite savoir si les petits bâtiments tels que les abris de jardin, cabanon... sont imposables. Pas à ce jour.

Monsieur le Maire explique qu'il a été contacté par une entreprise en charge de l'installation de caméra de vidéo-surveillance. Le conseil refuse.

Mr Billard soumet au conseil municipal un document relatif à une étude réalisée par l'Association VPT de la commune, dont il est le président. Ce document relate plusieurs propositions qu'il y pourraient envisager afin d'améliorer la sécurité routière dans le village. L'étude porte sur trois critères, le prix, l'efficacité, la mise en œuvre. Le conseil entend la démarche. Le sujet ayant été abordé précédemment, la solution des radars pédagogiques a été retenue dans un 1er temps.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée suivent les signatures.

Monsieur BUTIN Yves

Monsieur SYRYN Étienne

Monsieur DEFOSSE Thomas

Monsieur HOUDARD Régis

Monsieur BOLIVAR Carlos

Monsieur CLERET Marcel

Monsieur COUTELLIER Benoît

Monsieur ROUZE Éric

Monsieur LELOIRE Chrislain

Monsieur DEFOSSE Philippe

Monsieur BILLARD Jean-Pierre